

6.8. Barreau

112. ATF 144 II 147-165 (15.12.2017/f; 2C_1054 et 1059/2016) – Art. 27 Cst.; 321 CP; 8 al. 1, lit. d, 12, lit. b et art. 13 LLCA; 2 al. 4 et 6 et art. 3 LMI. Admissibilité d'une étude d'avocats organisée sous la forme d'une personne morale et dont l'un des associés, qui détient des droits de participation et siège au conseil d'administration de la société, n'est pas inscrit au registre cantonal des avocats.

L'étude A. est constituée sous la forme d'une société anonyme depuis 2008. Son siège se trouve à Zurich. Le 27 mai 2008, la Commission de surveillance des avocats du canton de Zurich a confirmé aux associés de A. qu'ils remplissaient tous les critères pour exploiter une étude d'avocats sous la forme d'une société anonyme. Par la suite, A. a ouvert des succursales à Berne, Lugano et Bâle.

Le 12 novembre 2015, C. et D., deux avocats inscrits au barreau de Zurich et membres du conseil d'administration de A., ont sollicité de la Commission du barreau de Genève l'agrément pour l'exercice de la profession d'avocat sous la forme d'une société de capitaux. A l'appui de leur requête, ils précisaient que les statuts de l'étude prévoyaient qu'au minimum trois quarts des associés devaient être inscrits à l'un des barreaux cantonaux. Au moment de la requête, un seul des trente-neuf associés de l'étude (également membre du conseil d'administration de la société), expert fiscal diplômé, n'était pas inscrit à un registre cantonal d'avocats.

Par décision du 14 décembre 2015, la Commission du barreau de Genève a rejeté la demande d'agrément déposée par C. et D. Elle a retenu en substance que l'exercice de la profession d'avocat sous la forme d'une personne morale ne pouvait être ouvert à des personnes non inscrites à un registre d'avocats suisse et que seule une société dont le capital était intégralement détenu en tout temps par des avocats inscrits dans un registre cantonal permettait le respect des principes de l'indépendance et du secret professionnel.

Par arrêt du 11 octobre 2016, la Chambre administrative de la Cour de justice de la République et canton de Genève a rejeté le recours formé par A. à l'encontre de cette décision.

A. et un avocat ayant rejoint la succursale de Genève ont formé un recours en matière de droit public au Tribunal fédéral à l'encontre de l'arrêt précité. Parallèlement, la Commission de la concurrence a également interjeté un recours en matière de droit public.

(c. 4) Le Tribunal fédéral a examiné si et dans quelle mesure les règles sur la liberté d'accès au marché sont applicables.

(c. 4.1/4) Il a estimé que la présente situation devait être examinée à l'aune de l'article 2 al. 4 LMI, l'article 2 al. 6 LMI ne trouvant pas application. L'article 2 al. 6 LMI vise l'accès au marché d'une marchandise, d'un service ou d'une prestation; cette disposition ne traite pas du droit de s'établir dans un autre lieu de Suisse afin d'y exercer une activité économique. L'article 2 al. 4 LMI permet à celui qui veut s'établir dans un autre canton pour y exercer une activité lucrative légale de se prévaloir du principe de la liberté d'accès au marché selon les prescriptions du lieu de provenance, dans les limites de l'article 3 LMI. Contrairement à l'article 2 al. 6 LMI, l'article 2 al. 4 LMI prévoit un contrôle du respect des dispositions légales. Ainsi, dans la situation où une entreprise se voit, en vertu du droit fédéral, refuser le droit de s'établir dans un autre canton, c'est l'article 2 al. 4 LMI, et non l'article 2 al. 6 LMI, qui trouve application.

(c. 5) Le Tribunal fédéral a ensuite examiné si la Cour de justice a correctement contrôlé le respect des dispositions légales applicables en vertu du premier établissement (art. 2 al. 4 *in fine* LMI). Il s'agit de vérifier si le droit fédéral a été appliqué correctement.

(c. 5.1/4) Le Tribunal fédéral a rappelé la règle de l'indépendance institutionnelle imposée à l'avocat par l'article 8 al. 1, lit. d LLCA, celle de l'indépendance matérielle ancrée à l'article 12, lit. b et c LLCA et le secret professionnel des articles 13 LLCA et 321 CP. Il a par ailleurs présenté les principes tirés des ATF 138 II 440 (= RDAF 2013 I 577) et 140 II 102 (= RDAF 2015 I 441) concernant l'organisation des sociétés de capitaux d'avocats. Il a relevé qu'il ne s'était pas encore prononcé sur la question de savoir si le fait que des personnes autres que des avocats inscrits détiennent des droits de participation dans une étude d'avocats, organisée sous la forme de personne morale, ou siègent dans son conseil d'administration, est conciliable avec les garanties d'indépendance et de secret professionnel prévues dans la LLCA.

Notre Haute Cour a passé en revue la doctrine, qui est partagée. Elle a constaté qu'une partie de la doctrine admet cette forme d'organisation, pour autant que les règles d'organisation de la société permettent d'assurer le rôle majoritaire des avocats inscrits à un registre cantonal. Ces auteurs se réfèrent aux critères élaborés par la Commission de surveillance des avocats du canton de Zurich dans une décision du 5 octobre 2006. Dans cette affaire, l'autorité de surveillance avait accepté le principe d'une participation minoritaire au capital de tiers non avocats, à condition que toutes les décisions sociales ne puissent être prises qu'à la majorité des voix d'avocats inscrits.

D'autres auteurs critiquent l'approche consistant à mesurer l'influence décisionnelle des associés non inscrits. Parmi ces auteurs, certains sont prêts à admettre la participation de tiers si, compte tenu de l'ensemble des circonstances pertinentes du cas d'espèce (pourcentage de la participation, rôle dans l'activité de la société, mécanismes statutaires et conventionnels mis en place, etc.), toute influence induite peut être exclue. Ils sont en revanche plus stricts quant à la possibilité pour des tiers non inscrits à un registre cantonal d'avocats de siéger en qualité de membre du conseil d'administration de la société. Selon eux, cette situation met en péril le secret professionnel de l'avocat, de sorte que le conseil d'administration devrait être exclusivement composé d'avocats inscrits au registre.

Un dernier courant de doctrine considère que seuls des avocats inscrits à un registre cantonal peuvent être actionnaires d'une société anonyme d'avocats et siéger en qualité de membres du conseil d'administration. Les auteurs qui défendent cette opinion se fondent sur le fait que les tiers non inscrits ne sont pas soumis aux règles professionnelles de l'avocat, ni au contrôle d'une autorité de surveillance. Dans ces conditions, «un contrôle de la société par des avocats inscrits au registre à une hauteur proche de 100% s'impose, afin de garantir la protection du public».

Le Tribunal fédéral a estimé que c'est ce dernier courant de doctrine qui doit être suivi compte tenu du droit actuel. En effet, l'article 8 al. 1, lit. d, 2^e phr. LLCA exige que l'employeur de l'avocat requérant son inscription soit lui-même inscrit dans un registre cantonal. Cette règle garantit que l'employeur soumis à la LLCA et à la surveillance disciplinaire ne mésuse pas de sa position hiérarchique pour influencer son collaborateur dans un sens contraire aux intérêts du client. Or, contrairement à l'avocat, le tiers non inscrit à un registre cantonal n'est soumis ni aux règles professionnelles ni à la surveillance disciplinaire. Ainsi, dans le cadre d'une société anonyme d'avocats, «l'indépendance est assurée pour autant que celle-ci soit conçue de manière que seuls des avocats inscrits puissent influencer la relation d'emploi».

En l'occurrence, notre Haute Cour a considéré que le système mis en place par l'étude ne permet pas d'exclure tout risque concret d'influence, au sein de l'actionnariat et du conseil d'administration, par les associés qui ne sont pas inscrits au registre. Il ressort en effet du contrat d'associés et des statuts que les avocats non inscrits peuvent représenter jusqu'à un quart des associés, cette proportion étant valable non seulement pour les voix attribuées aux actions mais également pour les voix dans la société. Par ailleurs, l'associé non inscrit peut également participer à la prise de décision au sein du conseil d'admi-

nistration, étant relevé que la majorité de ses membres enregistrés comme avocats en Suisse doivent être présents et que les décisions ne sont valables que lorsqu'elles ont été adoptées par une majorité de membres inscrits dans un registre d'avocats en Suisse. En résumé, seule une étude d'avocats organisée en personne morale dont l'actionnariat et le conseil d'administration sont composés exclusivement d'avocats inscrits dans un registre cantonal permet d'assurer que l'employeur offre lui-même les garanties nécessaires. La condition de l'article 8 al. 1, lit. d, 2^e phr. LLCA n'est par conséquent pas remplie dans le cas de la recourante.

Le Tribunal fédéral a par ailleurs estimé que le fait que des personnes autres que des avocats inscrits détiennent des droits de participation dans une étude d'avocats met en péril le secret professionnel. Si l'on peut certes conférer la qualité d'auxiliaire de l'avocat au sens des articles 321 ch. 1 CP et 13 al. 2 LLCA au tiers non inscrit à un registre cantonal qui collabore avec l'avocat et concourt à l'exécution de prestations juridiques, sa participation au conseil d'administration, qui donne le droit de demander des renseignements sur toutes les affaires concernant la société (art. 717 CO), le place en dehors de toute fonction d'auxiliaire. Ainsi, accorder l'agrément à une société d'avocats dont l'un des membres, qui n'est pas inscrit à un registre cantonal d'avocats, siège au conseil d'administration de la société met en péril le secret professionnel de l'avocat.

En conclusion, la Cour de justice n'a pas violé le droit fédéral en confirmant le refus d'accorder l'agrément en vue de l'exercice de la profession d'avocat par les employés de la succursale genevoise de A.

(c. 6) Le grief tiré de la violation de l'article 3 LMI a été rejeté. D'après le Tribunal fédéral, il ne se justifie pas de procéder à l'examen des conditions de l'article 3 LMI, étant donné que le fondement de la restriction trouve sa source non pas dans le droit cantonal, mais dans le droit fédéral qui s'applique de manière uniforme dans toute la Suisse, de sorte qu'il appartient aux autorités cantonales du lieu de destination d'en contrôler le respect dans le cadre de l'article 2 al. 4 LMI.

(c. 7) Le grief tiré de la violation de l'article 27 Cst. a également été rejeté. Selon notre Haute Cour, le fondement de la restriction trouve sa source dans le droit fédéral, qui impose aux avocats de pratiquer en toute indépendance (art. 8 al. 1, lit. d, et 12, lit. b LLCA) et de respecter le secret professionnel (art. 13 LLCA). La mise en place de dispositions visant à limiter l'influence décisionnelle des tiers non inscrits au sein des organes sociaux d'une société anonyme d'avocats ne permet pas de

préserver l'intérêt public en cause, à savoir l'indépendance des avocats et la sauvegarde du secret professionnel. Au surplus, le fait d'exiger que la profession d'avocat soit exercée sous le couvert d'une personne morale contrôlée entièrement par un ou plusieurs avocats inscrits constitue une restriction admissible sous l'angle de l'intérêt public et de la proportionnalité.

(J.G.)

Note. L'auteur de la présente note avait estimé qu'un contrôle de la société par des avocats inscrits à un registre à une hauteur proche de 100% s'impose, afin de garantir la protection du public (Jérôme GURTNER, *La réglementation des sociétés d'avocats en Suisse: entre protectionnisme et libéralisme – Étude de droit comparé*, Neuchâtel, 2016, p. 373 ss). Plus récemment, l'arrêt résumé ci-dessus a fait l'objet d'un commentaire de l'auteur auquel il peut être renvoyé (Jérôme GURTNER, ATF 144 II 147: l'interdiction des associations multidisciplinaires d'avocats, in: *PJA* 2019, p. 229-237). La décision du Tribunal fédéral doit être approuvée. Certes, les dispositions de la LLCA sont lapidaires et le principe de l'indépendance est une notion générale et abstraite qui laisse à la jurisprudence une marge de manœuvre considérable (voir à ce sujet Benoît CHAPPUIS, L'ATF 144 II 147: la fin de la multidisciplinarité des études d'avocats, in: *RDS* 2019 I, p. 203-223, p. 220, qui parle d'une «pauvreté de contenu et d'expression» à propos de la LLCA; *idem*, p. 220). On ne peut cependant pas demander au Tribunal fédéral d'endosser le rôle du législateur et de combler des pans entiers d'une réglementation sur la multidisciplinarité qui n'existe pas dans la LLCA, en reprenant une pratique d'une autorité cantonale de surveillance des avocats qui ne s'appuie sur aucune base légale (sur la question de la base légale et de la sanction en cas de violation des règles professionnelles par un associé non-avocat, voir GURTNER [2019], p. 233-235). En l'absence d'une réglementation de la multidisciplinarité, on ne peut pas reprocher au Tribunal fédéral d'avoir fait primer l'intérêt public au respect des règles professionnelles (l'indépendance, l'interdiction des conflits d'intérêts et le respect du secret professionnel) sur l'intérêt de la profession à pouvoir s'organiser librement. En 2002, dans l'arrêt *Wouters*, après avoir effectué une pesée des intérêts comparable, la CourEDH avait estimé qu'une règle qui interdit les associations professionnelles entre avocats et experts-comptables aux Pays-Bas peut être considérée comme «nécessaire pour garantir le bon exercice de la profession d'avocat» (CJCE, arrêt du 19 février 2002, *Wouters*, affaire C-309/99, § 107). Il ne faut cependant pas déduire de l'arrêt du Tribunal fédéral ou de celui de la CourEDH que les pratiques multidisciplinaires doivent être interdites par principe (pour des solutions législatives, voir GURTNER [2016], p. 383-403).

A l'étranger, on observe un assouplissement des restrictions concernant la multidisciplinarité, même si certains pays maintiennent une approche traditionnelle (GURTNER, *La réglementation des sociétés d'avocats en Suisse*, cit. [2016], voir l'enquête menée par l'auteur auprès de 31 pays, annexe 1; voir European Commission, Commission Staff Working Document, *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on*

Reform Recommendations for Regulation in Professional Services, 10 janvier 2017, SWD/2016/436 final; voir aussi Laura BUGATTI, Towards a New Era for the Legal Profession, in: *European Review of Private Law* 2019 (27/1), p. 83-112). Les restrictions vont de l'interdiction totale des pratiques multidisciplinaires (p. ex. Lettonie, Lituanie, Portugal et République tchèque) à l'autorisation de certaines activités avec un nombre limité de professions (p. ex. Allemagne, France, Pays-Bas et Pologne). En Angleterre et au Pays de Galles, les solliciteurs peuvent participer à des entités appelées Alternative Business Structures (ABS), qui peuvent être détenues ou gérées par des non-avocats et proposer des services multidisciplinaires (sur le fonctionnement de ces structures, voir GURTNER, *cit.* [2016], p. 138-153). En Espagne, les études d'avocats doivent être détenues majoritairement par des professionnels réglementés, le solde pouvant être détenu par des non-avocats. En Allemagne, plus de 50% des actions d'une société doivent être détenues par des avocats, le cercle des actionnaires étant limité à certaines professions réglementées. En février 2016, la Cour constitutionnelle allemande a estimé qu'il était contraire à la constitution d'interdire aux avocats de s'associer avec des médecins ou des pharmaciens (Bundesverfassungsgericht, 1 BvL 6/13, du 12.1. 2016). Au Danemark, les non-avocats peuvent détenir moins de 10% du capital et des droits de vote d'une société d'avocats. En Suède, une dérogation est accordée au directeur non-avocat qui peut détenir une participation inférieure à 10%.

D'après une enquête menée en 2016 auprès d'avocats de moins de 45 ans par le Conseil des Barreaux Européens (CCBE) et l'Association Internationale des Jeunes Avocats (AIJA), à la question du contrôle des cabinets d'avocats, 57,14% des avocats interrogés ont répondu que les études d'avocats devaient être contrôlées «en grande partie par des avocats», 33,33% «entièrement par des avocats» et 7,14% «une petite partie par des avocats» (*Collaborative survey between the CCBE and AIJA «What do young lawyers think about the future of the legal profession?»*, 2016, p. 7). De manière intéressante, à la question «à l'avenir, les études d'avocats s'engageront dans des associations multidisciplinaires (permettant à des non-avocats de devenir associés)», 55,95% des avocats interrogés ont répondu par l'affirmative en 2016, alors que ce chiffre s'élevait à 66,88% en 2018 (*The future of the legal profession survey, conducted by AIJA in collaboration with the CCBE, septembre - octobre 2018*, p. 17). Par ailleurs, 9 avocats sur 10 ont répondu en 2018 que leur cabinet d'avocats était susceptible d'employer des non-avocats faisant partie d'équipes multidisciplinaires pour offrir des services aux clients, ce qui représentait une augmentation de 10% par rapport au résultat de l'étude menée en 2016 (*idem*, p. 18).

(J.G.)

113. ATF 144 II 473-485 (19.9.2018/f; 2C_988/2017) – Art. 12, lit. a et 17 LLCA. Obligation de l'avocat d'exercer sa profession avec soin et diligence. Discussions transactionnelles et devoir de confidentialité. Utilisation de moyens de preuve illégaux.

Au décès du père, une fratrie s'est réunie pour discuter de la vente d'actions héritées. Lors de cette réunion, B., non assisté par un avocat, a enregistré la séance à l'insu des autres participants, dont notamment trois avocats fiscalistes. Après cette réunion, B. a consulté l'avocat A., qui a déposé une requête de mesures provisionnelles et superprovisionnelles, afin d'interdire aux autres héritiers de vendre les actions héritées. A l'appui de sa requête, A. a produit l'enregistrement de la séance. Le Tribunal civil, puis la Cour de justice du canton de Genève, ont considéré que l'enregistrement était un moyen de preuve obtenu de manière illicite et l'ont écarté du dossier. Par décision du 10 avril 2017, la Commission du barreau du canton de Genève a estimé que A. avait violé son obligation d'exercer sa profession avec soin et diligence et l'a sanctionné d'un avertissement. Le recours interjeté par A. contre cette décision a été rejeté par jugement du 17 octobre 2017 de la Chambre administrative de la Cour de justice du canton de Genève. A. a déposé un recours en matière de droit public auprès du Tribunal fédéral. Le recours a été rejeté.

(c. 4) Le recourant conteste avoir violé l'article 12, lit. a LLCA par la production en justice des discussions transactionnelles et confidentielles.

(c. 4.1/5) L'avocat doit exercer sa profession avec soin et diligence (art. 12, lit. a LLCA). Cette obligation couvre toutes les activités professionnelles de l'avocat, ses relations avec ses clients, ses contacts avec la partie adverse ainsi qu'avec les autorités. L'article 12, lit. a LLCA suppose l'existence d'un manquement significatif aux devoirs de la profession.

L'avocat assume une tâche essentielle à l'administration de la justice en garantissant le respect des droits des justiciables et joue ainsi un rôle important pour le bon fonctionnement des institutions judiciaires au sens large. Dans ce cadre, il doit se montrer digne de confiance dans les relations avec les autorités judiciaires ou administratives et s'abstenir de tout acte susceptible de remettre en question cette confiance.

Les règles professionnelles énumérées à l'article 12 LLCA édictées afin de réglementer, dans l'intérêt public, l'exercice de la profession d'avocat doivent être distinguées des règles déontologiques qui sont

adoptées par les organisations professionnelles. Les secondes permettent de préciser ou d'interpréter les premières, mais uniquement dans la mesure où elles expriment une opinion largement répandue sur le plan national. La Fédération Suisse des Avocats a édicté le *Code suisse de déontologie* (CSD).

L'article 6 CSD prévoit que l'avocat ne porte pas à la connaissance du tribunal des propositions transactionnelles, sauf accord exprès de la partie adverse. L'article 26 CSD précise notamment que le caractère confidentiel d'une communication adressée à un confrère doit être clairement exprimé dans cette dernière. Ces dispositions servent à préciser la portée de l'article 12, lit. a LLCA. Le non-respect d'une clause de confidentialité et l'utilisation en procédure du contenu de pourparlers transactionnels constituent une violation de l'obligation résultant de l'article 12, lit. a LLCA.

(c. 4.6.1/3) Le Tribunal fédéral opère une distinction entre, d'une part, les discussions transactionnelles menées entre avocats et, d'autre part, celles qui sont menées entre un avocat et une partie non représentée. Dans le premier cas, les avocats sont automatiquement soumis au devoir de confidentialité. Dans le second cas, le devoir de confidentialité ne s'applique que lorsque les parties l'ont expressément prévu. La clause de confidentialité prévue entre l'avocat d'une partie et la partie adverse non représentée est également opposable à l'avocat qui est consulté par la suite par celle-ci, à condition que l'avocat soit au courant de l'existence de la clause. En revanche, si aucune clause de confidentialité n'a été prévue entre l'avocat d'une partie et la partie adverse non représentée, l'avocat consulté par la suite par celle-ci n'est soumis à aucun devoir de confidentialité. Il peut ainsi se prévaloir en justice du contenu des échanges en question, sans que cela constitue une violation de son devoir de diligence (art. 12, lit. a LLCA).

(c. 4.7/8) En l'espèce, le recourant n'était pas présent lors de la réunion et aucune clause de confidentialité n'a été convenue entre les parties. Ainsi, contrairement à l'avis de la Cour de justice, les discussions menées lors de la réunion en l'absence du recourant ne constituaient pas des pourparlers transactionnels au sens exigé par l'article 12, lit. a LLCA en relation avec les articles 6 et 26 CSD. Par conséquent, en produisant le contenu de cet enregistrement en justice, le recourant n'a pas violé son obligation de confidentialité résultant de ses dispositions.

(c. 5) Le recourant conteste avoir violé l'article 12, lit. a LLCA, en produisant une preuve dont il connaissait le caractère illicite.

(c. 5.1/4) Le devoir de diligence incombant au recourant lui imposait de défendre les intérêts de son client par tous les moyens légaux à sa disposition. Il lui était par conséquent interdit, sous peine de violer l'article 12, lit. a LLCA, de faire usage d'un moyen de preuve qu'il savait illégal. Dans des situations particulières, le Tribunal fédéral a précisé que l'on peut envisager un assouplissement du principe selon lequel l'avocat se limite aux moyens de preuve légaux à sa disposition, notamment – en droit civil – lorsqu'il a de bonnes raisons de penser que «l'intérêt à la manifestation de la vérité est prépondérant» (art. 152 al. 2 CPC); hypothèse qui n'est toutefois admise que de manière restrictive. D'après notre Haute Cour, cette condition n'est pas remplie dans le cas d'un enregistrement illicite déposé à l'appui d'une requête de mesures provisionnelles et superprovisionnelles relative à une cause de nature patrimoniale. En l'espèce, la provenance illicite de l'enregistrement, qui était susceptible de tomber sous le coup de l'article 179^{ter} CP, aurait dû inciter le recourant à faire abstraction de ce moyen de preuve.

Par ailleurs, en produisant cette pièce en justice, le recourant a exposé son client au risque que les autres participants déposent une plainte pénale contre lui pour violation de l'article 179^{ter} CP. Cette démarche était contraire aux intérêts de son mandant et à la diligence dont devait faire preuve l'avocat (art. 12, lit. a LLCA). De plus, en conservant l'enregistrement et en le transmettant au Tribunal civil, le recourant a lui-même pris le risque d'être poursuivi pour violation de l'article 179^{ter} al. 2 CP.

C'est ainsi à bon droit que la Cour de justice a considéré que le recourant avait violé l'article 12, lit. a LLCA, en produisant en justice un moyen de preuve qu'il savait illégal.

(J.G.)

Note. Avec la démocratisation des smartphones, qui possèdent tous une application faisant office de dictaphone et la miniaturisation des dispositifs d'enregistrement, il est devenu aisé d'enregistrer une conversation à l'insu d'autres participants et de l'utiliser ensuite comme moyen de preuve dans une procédure. Un avocat trop zélé pourrait être tenté de suggérer à son client d'enregistrer la partie adverse, voire peut-être même de lui apporter son concours dans sa démarche. Aux États-Unis, dans l'affaire *Gunter* (*Gunter v. Virginia State Bar* 238 Va. 617 [1989]), la Cour suprême de Virginie avait suspendu un avocat pendant trente jours pour avoir demandé à un enquêteur d'installer un dispositif d'enregistrement sur le téléphone du domicile conjugal de son mandant, afin d'obtenir les preuves de l'infidélité de son épouse. Le Tribunal avait estimé que l'enregistrement clandestin des conversations autorisé par l'avocat dans cette affaire était une «pratique sournoise» destinée à «piéger» la partie adverse. Sur le plan disciplinaire, l'avocat avait violé une disposition qui correspond aujourd'hui à l'article 8.4(c) des *Model Rules of*

Professional Conduct («It is professional misconduct for a lawyer to engage in conduct involving dishonesty, fraud, deceit or misrepresentation»). En Suisse, l'avocat qui conseillerait à son client d'enregistrer une conversation non publique entre d'autres personnes ou à laquelle son client prendrait part, sans le consentement de tous les participants ou des autres interlocuteurs, risquerait non seulement une sanction disciplinaire (art. 12, lit. a LLCA), mais également une condamnation pénale (art. 24 al. 1 CP en relation avec les art. 179^{bis} al. 1 ou 179^{ter} al. 1 CP). L'affaire jugée par le Tribunal fédéral est cependant différente de la situation évoquée ci-dessus. Il ressort en effet de l'état de fait que le recourant a été consulté par son client après que ce dernier a procédé à l'enregistrement illicite. Le recourant se serait ainsi limité à utiliser comme moyen de preuve l'enregistrement qui était le résultat des actions personnelles et indépendantes de son client.

Cet arrêt permet de tirer plusieurs enseignements. En premier lieu, il est impératif que l'avocat se renseigne sur la provenance des preuves récoltées par son client, en particulier lorsqu'il a des doutes quant à leur licéité. À notre avis, si le client ment à son avocat concernant la provenance d'une preuve produite en justice qui se révélerait par la suite illicite, l'avocat ne devrait pas être sanctionné disciplinairement, ni même le cas échéant pénalement. Relevons à ce sujet que l'avocat n'est pas non plus autorisé à enregistrer clandestinement les conversations qu'il entretient avec ses clients («What kind of a lawyer would tape a client?» écrivait le président américain Donald Trump sur Twitter le 25 juillet 2018 à la suite de la fuite d'un enregistrement d'un entretien qu'il avait eu avec son ancien avocat). En Suisse, ce comportement serait susceptible d'être sanctionné tant disciplinairement que pénalement (ce qui ne sera pas le cas aux États-Unis dans certains États, voir *ABA Formal Opinion* 01-422, du 24.6.2001). Par ailleurs, l'application de l'article 152 al. 2 CPC en relation avec les règles professionnelles de l'avocat ne signifie pas d'emblée que l'avocat qui produit un moyen de preuve illicite échappera à toute sanction, ni d'ailleurs qu'il sera sanctionné automatiquement. À cet égard, la portée de la décision du 5 février 1993 de l'autorité de surveillance des avocats du canton de Neuchâtel (résumée in: RJN 1995, 15), où un avocat avait été sanctionné pour avoir déposé en procédure des enregistrements clandestins, même s'il ne les avait pas réalisés lui-même, au motif qu'il aurait enfreint son devoir d'indépendance vis-à-vis de son client dès l'instant où il aurait accepté de prêter la main à un comportement déloyal, doit à notre avis être relativisée, dans la mesure où l'autorité devrait préalablement examiner si la preuve était exploitable ou non. L'avocat sera quoi qu'il en soit confronté à un dilemme: produire un moyen de preuve dont il connaît l'illicéité et prendre le risque d'être sanctionné disciplinairement, voire peut-être même pénalement, ou renoncer à le produire et violer son obligation d'exercer sa profession avec soin et diligence dans l'hypothèse où ce moyen de preuve – bien qu'illicite – aurait été admis par le Tribunal. Il s'agit d'un choix délicat qui pourrait causer des sueurs froides aux praticiens. Ces derniers devront procéder à un examen en plusieurs étapes.

Le principe est que l'avocat doit se limiter aux moyens de preuve légaux à sa disposition. Il s'agit d'une application du principe de la proportionnalité. S'il existe un autre moyen de preuve légal, c'est ce dernier que l'avocat doit utiliser (voir TF, 2C_257/2010, du 23.8.2010, c. 5.2, où le Tribunal fédéral avait estimé qu'au lieu de faire parvenir les clichés de Z. dénudée à tous les

copropriétaires pour les convaincre que cette dernière persistait dans le comportement qui lui était reproché, l'avocat aurait dû envisager d'autres moyens de preuves). La production d'une preuve illicite pourrait être envisageable, dans des situations particulières, lorsque l'avocat «a de bonnes raisons de penser» que «l'intérêt à la manifestation de la vérité est prépondérant» (ATF 144 II 473, c. 5.1). Le fait que le Tribunal insiste sur «les bonnes raisons» indique qu'il ne doit pas s'agir d'un cas limite. La pesée des intérêts à effectuer est la suivante: l'intérêt à la manifestation de la vérité (résultant de l'utilisation d'un moyen de preuve illicite) doit primer l'intérêt à la protection du bien lésé par l'obtention illicite. La preuve obtenue illicitement n'est utilisable que de manière restrictive (FF 2006, 6922). Comme le relève Benoît CHAPPUIS, «[a]fin d'éviter d'encourager des comportements répréhensibles et contraires à la loi dans la recherche des moyens de preuve, ce n'est qu'avec retenue qu'on admettra que l'intérêt à la découverte de la vérité l'emporte sur le respect de la loi» (Les moyens de preuve collectés de façon illicite ou produits de façon irrégulière, in: *Le procès en responsabilité civile*, Michel Bergmann et al. [édit.], Berne, 2011, p. 107-174, p. 137). Le procès civil vise en effet à mettre les parties à égalité et à protéger l'une d'entre elles contre les dérives possibles de l'autre (CHAPPUIS, p. 137-138).

Dans la pesée des intérêts, l'avocat devra tenir compte de l'objet du procès (voir François BOHNET/Yvan JEANNERET, Preuve et vérité en procédures pénale et civile suisses, in: *Les preuves*, A. Thévenaz [édit.], Berne 2014, p. 67-87, p. 79). L'intérêt à la manifestation de la vérité ne sera en principe pas suffisant «dans une cause de nature patrimoniale soumise à la maxime des débats» (ATF 144 II 473, c. 5.1, qui cite l'ATF 140 III 6, c. 3.2) ou, comme en l'espèce, dans le cadre d'une requête de mesures provisionnelles et superprovisionnelles relative à une cause de nature patrimoniale (ATF 144 II 473, c. 5.1). L'intérêt à la manifestation de la vérité sera en revanche plus prononcé lorsque la cause est soumise à la maxime d'office et au principe inquisitoire (ATF 139 II 7 [= RDAF 2014 I 477, c. 6.4.1, sur la question de l'utilisation de preuves obtenues de manière illicite dans une procédure disciplinaire en droit de la fonction publique; pour un résumé de l'arrêt, voir Liliane SUBILIA-ROUGE, in: RDAF 2014 I 480; voir aussi Sem. Jud. 2013 I 177). L'avocat devra également examiner la nature du bien lésé. En l'espèce, les agissements du client du recourant avaient un caractère pénalement répréhensible, dans la mesure où l'enregistrement avait été effectué dans des circonstances susceptibles de tomber sous le coup de l'article 179^{ter} CP (ce que le recourant n'a pas nié). Le bien juridique protégé par cette disposition réside dans la protection des interlocuteurs contre un enregistrement clandestin de leur conversation, afin que tout un chacun puisse s'exprimer librement sans avoir à craindre que ses propos ne soient retranscrits en dehors du cercle de personnes avec qui il a choisi de les partager (Marc HENZELIN/Maryam MASSROURI, Art. 179^{ter} N. 2, in: *Commentaire romand – Code pénal* II, A. Macaluso et al. [édit.], Bâle, 2017). Le Tribunal fédéral a déjà eu l'occasion de préciser que l'utilisation de preuves obtenues à la suite d'ingérences illégales dans la sphère privée ne doivent être admises qu'avec une grande retenue (ATF 139 II 7, c. 6.4.1, précité, et les réf. cit.). En examinant l'objet du procès et la nature du bien lésé, le recourant avait de bonnes raisons de penser que l'intérêt à la manifestation de la vérité n'était pas prépondérant dans le cas d'espèce.

Si la solution à laquelle le Tribunal fédéral aboutit peut paraître à première vue rigoureuse pour les avocats, dans la mesure où elle exige qu'ils procèdent à une pesée des intérêts délicate, elle doit cependant être approuvée. En effet, un procès civil génère inévitablement des tensions entre les parties, et le rôle des avocats dans ce contexte n'est pas seulement de faire triompher la cause de leur client, mais aussi de faire en sorte que la procédure ne dégénère pas en un règlement de compte où tous les coups seraient permis. C'est le rôle de l'avocat en tant qu'auxiliaire de la justice qui est ici prépondérant (voir ATF 144 II 473, c. 4.3).

A notre avis, bien que cet arrêt concerne une procédure civile, un avocat peut aussi être sanctionné disciplinairement en produisant une preuve illicite dans le cadre d'une procédure pénale ou administrative. La pesée des intérêts à effectuer est cependant différente. En procédure pénale, les moyens de preuve récoltés illicitement par des personnes privées sont uniquement exploitables si, cumulativement, ils auraient pu être obtenus par les autorités de poursuite pénale conformément à la loi et une pesée des intérêts en présence justifie leur exploitation (TF, 6B_911/2017, du 27.4.2018 c. 1.1, et les réf. cit.). D'une manière générale, la jurisprudence retient que plus l'infraction à juger est grave, plus l'intérêt public à la manifestation de la vérité l'emporte sur l'intérêt privé à ce que la preuve litigieuse reste inexploitée (TF, 6B_911/2017, précité, c. 1.2.3; ATF 131 I 272, c. 4.1.2 [= RDAF 2006 I 588]; TF, 6B_786/2015, du 8.2.2016, c. 1.3.2; arrêt du Tribunal cantonal du Valais, du 29.8.2017, in: RJV 2018, 310-315, c. 3.4, estimant que l'intérêt de la justice pénale à réprimer une simple injure ne l'emporte clairement pas sur celui de la protection de la sphère privée; voir aussi ATF 109 Ia 244, confirmé par la CourEDH, arrêt *Schenk c. Suisse*, du 12.7.1988, requête N° 10862/84, qui précise que dans le cas d'une instigation à assassinat, l'intérêt public à la vérité l'emporte sur l'intérêt du prévenu à ce qu'une conversation téléphonique, sans contenu intime, reste secrète). En procédure administrative, l'utilisation de moyens de preuve obtenus de manière illicite n'est justifiée que si, après pondération, l'intérêt à la manifestation de la vérité matérielle l'emporte sur la protection de la personnalité de l'intéressé (ATF 143 II 443 consid. 6.3; pour un résumé de l'arrêt, voir Andrea FRATTOLILLO, in RDAF 2018 I 519; voir aussi ATF 139 II 95 consid. 3.1).

Enfin, on considère que l'avocat ne revêt pas le rôle d'un «auxiliaire de la justice» en procédure pénale, mais œuvre en fonction de l'intérêt de son client à obtenir l'acquiescement ou un jugement aussi clément que possible (à ce sujet, voir Yvan JEANNERET, *Le défenseur et l'autorité pénale: confiance ou méfiance?* in Forum poenale 6/2015, p. 333-337, p. 333-334 et les réf. cit.). Cette position particulière de l'avocat ne rend cependant pas l'arrêt du Tribunal fédéral inapplicable aux procédures pénales. D'une part, l'art. 128 CPP précise que «le défenseur n'est obligé, dans les limites de la loi et des règles de sa profession, que par les intérêts du prévenu». L'avocat doit donc respecter la loi, en particulier la LLCA. D'autre part, le procureur ne peut pas non plus faire ce qu'il veut: il est aussi soumis à une surveillance disciplinaire (voir Nicolas PELLATON, *La surveillance disciplinaire des magistrats du pouvoir judiciaire*, in François BELLANGER/Thierry TANQUEREL, *Le droit disciplinaire*, Genève 2018, p. 177-202). Dans le canton de Berne p. ex., le procureur est placé sous la surveillance du Parquet général (art. 13 al. 4

LOJM), lequel est lui-même placé sous la haute surveillance du Grand Conseil (art. 13 al. 1 LOJM). Dans ces conditions, il n'y a pas de violation du principe de l'égalité des armes.

(J.G.)

114. ZBI 2018, 484-490 (13.3.2018/a; 2C_907/2017) – Art. 12, lit. a LLCA; § 58 JusG LU. Violation des règles professionnelles. Admissibilité de la critique d'un avocat à l'égard d'une procureure.

Le 4 octobre 2016, le Parquet général du canton de Lucerne a demandé à l'autorité de surveillance des avocats du canton de Lucerne d'ouvrir une procédure disciplinaire contre l'avocat A. Il était reproché à ce dernier, d'une part, son comportement à l'égard d'une procureure lors d'une audience pénale le 31 août 2016 et, d'autre part, l'envoi d'une lettre le 30 septembre 2016 à différents membres du Grand Conseil du canton de Lucerne dans laquelle il s'était exprimé contre la procureure. Par décision du 13 avril 2017, l'autorité de surveillance des avocats a constaté une violation des règles professionnelles et prononcé une amende de 500 francs à l'encontre de A. Le recours interjeté par A. contre cette décision a été rejeté par jugement du 6 septembre 2017 du Tribunal cantonal du canton de Lucerne. Le 20 octobre 2017, A. a introduit un recours en matière de droit public au Tribunal fédéral. Le recours a été rejeté.

(c. 3) Le recourant fait valoir que ses déclarations, considérées comme contraires aux règles professionnelles, étaient toutes fondées sur le fait que le canton de Lucerne avait choisi une procureure sans formation juridique. Ainsi, selon lui, le fait de relater ouvertement une vérité ne peut pas être contraire aux règles professionnelles.

(c. 3.1/2) Les avocats doivent exercer leur profession avec soin et diligence (art. 12, lit. a LLCA). Cette obligation couvre toutes les activités professionnelles de l'avocat, ses relations avec ses clients, ses contacts avec la partie adverse ainsi qu'avec les autorités. Une violation des règles professionnelles peut être sanctionnée par l'autorité de surveillance d'une amende de 20'000 francs au plus (art. 17 al. 1, lit. c LLCA).

La première obligation professionnelle de l'avocat est de représenter au mieux les intérêts de son client. Dans le cadre de son activité, des prises de position exagérées, voire des provocations, doivent être acceptées dans une certaine mesure, pour autant qu'elles ne soient pas totalement inappropriées ou inutilement blessantes. L'avocat a égale-

ment la liberté de critiquer l'administration de la justice. Il a le droit et le devoir de signaler les abus et de dénoncer les vices de procédure.

Tous les moyens ne sont cependant pas justifiés. Doivent être évitées les remarques inutilement blessantes et celles qui sont sans lien avec l'objet du litige. Les déclarations de l'avocat portant atteinte à l'honneur peuvent être justifiées; elles doivent cependant être suffisamment pertinentes et ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire. Elles ne doivent en particulier pas être déplacées et rabaissantes, inutilement polémiques et dénigrantes, de sorte qu'elles dépasseraient clairement le niveau autorisé de critiques dures, mais objectives. Les autorités de surveillance doivent ainsi faire preuve de retenue lorsqu'elles décident si certains propos étaient réellement nécessaires ou excessifs et inutilement blessants.

(c. 4) Le recourant, dans le cadre de sa plaidoirie et de sa duplique lors de l'audience pénale du 31 août 2016, a critiqué le travail d'instruction mené par la procureure, la qualifiant à plusieurs reprises d'incompétente, en soulignant notamment qu'elle possédait une formation commerciale et fiduciaire, mais aucune formation juridique. Il a relevé l'inexistence de ses compétences juridiques, la décrivant à maintes reprises comme une procureure non formée au droit et comparant sa formation pour sa fonction de procureure à celle d'un mécanicien de vélo qui exercerait comme chirurgien. Il s'est plaint de ne pas pouvoir lui transmettre ses connaissances juridiques, déclarant qu'elle fonctionnait selon sa forme intellectuelle du jour et sans aucune systématique juridique. Après plusieurs avertissements adressés au recourant par la direction de la procédure, lui demandant de s'abstenir de toute attaque personnelle subjective et blessante à l'égard de la procureure, le recourant a finalement déclaré que la procureure ne remplissait pas les conditions d'éligibilité du § 58 de la loi lucernoise du 10 mai 2010 sur l'organisation judiciaire (JusG LU; RSL 260).

Dans sa lettre du 30 septembre 2016, le recourant s'est adressé aux membres du Grand Conseil lucernois pour les informer que la procureure n'était pas titulaire d'un diplôme en droit et qu'elle ne remplissait dès lors pas les conditions pour être élue procureure.

(c. 5) Le § 58 al. 1 JusG LU à la teneur suivante:

«Est éligible comme procureur et procureur des mineurs toute personne de nationalité suisse titulaire d'un diplôme en droit (master ou licence) et d'un brevet d'avocat ou d'une formation équivalente».

(c. 5.1/4) Alors que l'autorité de surveillance des avocats avait estimé que le législateur avait clairement prévu, comme condition

d'éligibilité des procureurs, une formation équivalente (non juridique) comme alternative à la formation juridique, le Tribunal cantonal a considéré que la question pouvait demeurer indécise. Le Tribunal fédéral a jugé que l'avis de l'autorité précédente ne saurait être suivi. En effet, le Grand Conseil ne peut pas outrepasser la base légale concernant l'élection des procureurs sans violer la constitution (cf. art. 5 al. 1 Cst.). L'interprétation faite par le recourant du § 58 al. 1 JusG LU, selon laquelle la nationalité suisse et une formation juridique complète ainsi que, en outre, le brevet d'avocat ou une formation équivalente étaient nécessaires pour être éligible au poste de procureur, ne saurait être qualifiée d'absurde. Il semble logique que la «formation équivalente» ne se réfère qu'au brevet d'avocat, ce qui pourrait par exemple rendre éligibles des juristes titulaires d'un doctorat en droit. Il est dès lors compréhensible que le recourant ait remis en question l'éligibilité d'une procureure sans formation juridique sur la base de ces considérations. On ne peut ainsi pas lui reprocher, d'un point de vue disciplinaire, de s'être adressé par écrit à des membres du Grand Conseil, qui sont membres de l'autorité d'élection des procureurs (§ 57 JusG LU), pour attirer leur attention sur le manque de formation juridique de la procureure et la violation alléguée des dispositions de la loi.

Il convient en revanche de donner raison à l'autorité précédente, qui a considéré que les déclarations faites par le recourant lors de l'audience du 31 août 2016 avaient un caractère diffamatoire et dépassaient le niveau admissible de critique et de provocation. Le recourant ne s'est pas contenté d'une critique factuelle et d'une défense énergique de son client, il a critiqué à plusieurs reprises la procureure de manière subjective, ce qui était en partie inapproprié et visait la procureure sur un plan personnel. Les attaques personnelles et répétées dirigées contre la procureure étaient déplacées et dénigrantes. Il était inutilement blessant et polémique de soulever à plusieurs reprises l'absence de formation juridique de la procureure et de se moquer ouvertement d'elle. La violation de l'article 12, lit. a LLCA et l'amende de 500 francs infligée au recourant doivent être confirmées.

(J.G.)

Note. Lorsque Napoléon, en 1804, avait trouvé un premier projet de décret sur les avocats beaucoup trop libéral, il s'était exprimé dans une lettre adressée à Jean-Jacques-Régis de Cambacérès, duc de Parme, en ces termes: «[J]e veux qu'on puisse couper la langue à un avocat qui s'en servirait contre le gouvernement» (Gustave DUCHAINE/Edmond PICARD, *Manuel pratique de la profession d'avocat en Belgique*, Paris, 1869, p. 14). De nos jours, dans les pays démocratiques régis par l'État de droit, l'avocat dispose d'une grande liberté pour critiquer l'administration de la justice. La Cour européenne des droits de l'homme a rappelé qu'un avocat de la défense jouit d'une grande latitude, au

nom de l'égalité des armes, pour formuler des critiques à l'égard d'un procureur (CourEDH, arrêt *Roland Dumas c. France*, du 15.7.2010, requête N° 34875/07, § 48). Des considérations d'équité militent en faveur d'un échange de vues libre, voire énergique, entre les parties (CourEDH, arrêt *Nikula c. Finlande*, du 21.3.2002, requête N° 31611/96, § 49). Si l'avocat devait soupeser chacun de ses mots par crainte d'être condamné, il ne serait plus en mesure d'assurer correctement la défense de son client. La liberté d'expression de l'avocat contribue ainsi à la bonne administration de la justice et renforce la confiance du public dans le système judiciaire. Elle n'est cependant pas illimitée (CourEDH, arrêt *Nikula c. Finlande*, précité, § 49; concernant les États-Unis, voir *ABA Formal Opinion* 480, du 6.3.2018, p. 4 et les réf. cit.) et il arrive parfois que les avocats soient sanctionnés (pour une casuistique de la jurisprudence rendue en matière de liberté d'expression des avocats, voir Christian M. REISER/Michel VALTICOS, La liberté d'expression de l'avocat et du magistrat, in: *Sem. Jud.* 2017 II 153, p. 162 à 179).

Comme le suggère Benoît CHAPPUIS, c'est en principe l'autorité que l'avocat devrait critiquer, et pas le magistrat personnellement (*La profession d'avocat*, t. I, 2^e éd., Genève/Zurich, 2016, p. 57). La jurisprudence du Tribunal fédéral fait en effet une distinction entre l'accusation qui est directement adressée à un procureur ou à un fonctionnaire (voir TF, 2C_247/2014, du 26.11.2014) et celle qui vise une autorité au sens général, laquelle doit pouvoir s'accommoder d'une certaine exagération (voir TF, 2C_652/2014, du 24.12.2014, c. 3.3). Dans certains cas, il n'est cependant pas toujours possible à l'avocat d'éviter de s'en prendre à un magistrat personnellement, que cela soit pour invoquer un motif subjectif de récusation ou en raison de son état de santé (CHAPPUIS, p. 58). On peut ajouter le cas – probablement moins fréquent – du magistrat qui ne possède pas la formation requise pour exercer sa fonction. En l'occurrence, l'avocat lucernois avait le droit et le devoir de signaler que la procureure ne remplissait pas les conditions d'éligibilité prévues par le droit cantonal lucernois. Il ne pouvait en revanche pas se servir de cette situation pour la décrédibiliser. D'une manière générale, la Cour européenne des droits de l'homme distingue les critiques formulées par un avocat à l'égard d'un procureur qui constituent une insulte personnelle (CourEDH, arrêt *Mahler c. Allemagne*, du 14.1.1998, requête N° 29045/95, non publié, où l'avocat avait affirmé que le procureur avait rédigé l'acte d'accusation «alors qu'il était totalement ivre») ou qui revêtent un caractère procédural (CourEDH, arrêt *Nikula c. Finlande*, précité, où l'avocate avait dénoncé une tactique procédurale du procureur qui constituait, selon elle, des «manipulations méconnaissant [...] les devoirs de sa charge»).

En l'espèce, les propos de l'avocat lors de sa plaidoirie étaient inutiles pour la défense de son client et portaient atteinte à la procureure sans nécessité. Il ressort en effet de l'état de fait que la procureure avait été active de nombreuses années dans l'instruction pénale, de sorte qu'elle possédait des compétences juridiques, malgré le fait qu'elle n'avait pas accompli d'études de droit. Or le fait qu'elle soit dépourvue de formation juridique n'impliquait pas qu'elle soit incompétente ou que ses compétences juridiques soient inexistantes. Contrairement à ce que l'avocat a relevé à l'appui de son recours, il ne s'est pas limité à relater ouvertement une vérité (l'absence de formation juridique de la procureure), il a aussi attaqué la procureure sur le plan personnel (en affirmant qu'elle

était incompétente et que ses compétences juridiques étaient inexistantes, en comparant sa formation pour sa fonction de procureure à celle d'un mécanicien de vélo qui exercerait comme chirurgien, en regrettant de ne pas pouvoir lui transmettre ses connaissances juridiques et en déclarant qu'elle fonctionnait selon sa forme intellectuelle du jour et sans aucune systématique juridique). A notre avis, les autorités auraient pu retenir comme circonstance atténuante le fait que les propos du recourant avaient été tenus non pas par écrit mais oralement lors d'une plaidoirie, mode d'expression qui laisse en règle générale moins l'opportunité de la réflexion et de la mesure des mots employés (voir TF, 2C_247/2014, précité, c. 2.3 et les réf. cit.; voir aussi François BOHNET/Vincent MARTENET, *Droit de la profession d'avocat*, Berne, 2009, N. 1252). Le jugement du Tribunal fédéral doit quoi qu'il en soit être approuvé.

On relèvera enfin qu'il est toujours moins blessant et polémique de critiquer le travail effectué par une autorité ou – si cela n'est pas possible – le travail effectué par une personne, même de façon sévère, plutôt que de s'en prendre à son intégrité (voir p. ex. TF, 2C_247/2014, précité, où l'avocat s'était adressé par écrit à une fonctionnaire en lui reprochant son «irritabilité» qui l'aurait «empêchée de lire la première phrase de [son] courrier», qualifiant un passage de sa lettre de «consternant» et mettant en cause sa capacité à suivre son dossier ainsi que son indépendance, tout en la menaçant de «suite judiciaire» si elle ne retirait pas ses propos quant à un éventuel conflit d'intérêts dans les 24 heures dès la réception du fax).

Voir aussi le commentaire d'Ueli FRIEDERICH paru à la suite de l'arrêt dans *ZBl* 2018, p. 488 ss.
(J.G.)